



Henri Wehenkel:
"Comme personne
publique,
j'ai toujours eu
l'impression d'être
à contre-courant."

(photo: Christian Mosar)

HENRI WEHENKEL

Résister ne se conjugue pas au passé

A l'occasion du "2e Forum social européen" à Paris, nous sommes entretenus avec Henri Wehenkel, un des participants luxembourgeois, professeur d'histoire à la retraite, historien, chercheur, politiquement engagé "depuis toujours", mais jamais politicien.

woux: Parti communiste, Déi Lénk, ABI-L, Comité pour une paix juste au Proche-Orient ... Tout cela fait-il partie de "votre" résistance globale?

Henri Wehenkel: Bien sûr. Nous assistons à l'expansion du darwinisme social: la lutte de tous contre tous pour la survie. Ce qui est nouveau par rapport à ce qu'on vivait il y a 20 ou 30 ans c'est non seulement la disparition de la séparation entre le premier et le deuxième monde, mais aussi la "tiers-mondialisation" du premier monde. On nous propose un appauvrissement général qui permet l'enrichissement de certains groupes de personnes. D'un côté il y a l'idéologie néo-libérale, sauvage, qui s'impose, et d'un autre côté on est dans un stade où un pouvoir celui des multinationales - est en train de conquérir le monde. Face à cela, soit on se retire dans sa vie privée, soit on essaye de se battre sur tous les plans: la Palestine, le mouvement alter-mondialiste, Déi Lénk ... Résister ne se conjugue pas au passé.

Quels souvenirs avez-vous de votre militance au parti communiste?

Je n'ai jamais été un communiste aveugle. Je n'ai rien appris en 1989. Je connaissais les crimes de Staline depuis que j'étais étudiant. Dans le communisme, il y avait à la fois les plus grandes choses et les plus terribles. J'espérais toujours que le communisme se reformerait de l'intérieur, mais j'ai vécu la transformation de l'Union soviétique post-stalinienne en bureaucratie sclérosée, qui n'avait plus rien à voir avec ce qu'on espérait. J'étais donc un communiste avec des restrictions mentales, j'avais toujours une position critique, que je n'appellerais pas opposition, mais qui n'avait pas de place dans le parti communiste.

Des groupements et des forces bien hétérogènes collaborent dans le mouvement alter-mondialiste. Est-ce que cela fonctionne?

Le mouvement alter-mondialiste essaye de comprendre le monde et de s'opposer à certains aspects sans vouloir prendre le pouvoir. L'approche est très prudente, ce n'est pas la révolution, mais plutôt une sorte de revendication mondiale: défense du service public vis-à-vis de la privatisation, impôt sur la spéculation, sur les transactions financières, la taxe Tobin, opposi-

tion à la politique de guerre ... On évacue les vieilles querelles et l'on se dit qu'on veut écouter le mouvement du monde plutôt que d'appliquer une formule toute prête.

Et Déi Lénk dans tout cela?

On ne veut pas que des questions comme les élections ou la participation gouvernementale nous fassent perdre de vue les revendications fondamentales des gens, ni accepter certaines choses sous prétexte qu'elles sont nécessaires pour parvenir au pouvoir. Cette approche est bien différente de celle des socialistes, et aussi des écologistes d'aujourd'hui, qui sont dans une quête du pouvoir qui leur fait accepter, par exemple, l'intégration dans une politique de guerre, la défense européenne, la guerre de Yougoslavie, ou, sur le plan économique, les privatisations. Nous pensons également que la politique est en crise au niveau national. Nous pensons que tout progrès est subordonné à l'avance du mouvement international. Déi Lénk s'oppose à la politique des syndicats et du parti socialiste, qui consiste à concentrer tout sur la tripartite locale.

Avant votre retraite active, vous étiez professeur d'histoire ...

De retour au Luxembourg, après des études de philosophie, je suis devenu professeur d'histoire. La philosophie n'est pas isolée de ce qui se passe sur terre. Je pense que le professeur d'histoire ne doit pas enseigner uniquement les faits, mais également les interroger et motiver les élèves à faire de même. Socrate allait au marché et discutait avec les gens. L'histoire et la philosophie sont une lutte permanente contre les préjugés.

Quel est l'avenir du Comité pour une paix juste au Proche-Orient?

Ce comité a été fondé en mars 2002, et cela sans aucun préjugé négatif contre les Juifs, ni un soutien aveugle aux Arabes. Il faut construire une Palestine où les Juifs et les Arabes puissent vivre ensemble en paix, soit dans un seul Etat multiethnique. Cette lutte concerne aussi l'ensemble des rapports entre l'Europe et l'autre rive de la Méditerranée. C'est un enjeu de première importance pour nous, qu'il s'agit d'approfondir dans la construction de la cohabitation, sur le territoire européen, de gens de cultures différentes et traditionnellement opposées. Ce comité regroupe des personnes très hétérogènes et intéressantes, des Luxembourgeois et des frontaliers de Lorraine, de Trèves, du Luxembourg belge. Une nouvelle sorte d'osmose s'est constituée et cet esprit existe aussi dans le mouvement de la paix. Je pense notamment

aux 15.000 personnes qui étaient dans les rues de la capitale le 15 février. Désormais, le Luxembourg n'est plus uniquement un lieu de travail, il devient également une scène du mouvement internationaliste.

Pourquoi n'avez-vous jamais fait de carrière politique?

Je n'en ai jamais eu envie. Au parti, je m'occupais du Centre d'Etudes Marxistes ou j'écrivais des articles dans le journal, participais aux réunions et aux élections. Mais j'ai toujours gardé une opinion propre et je n'ai pas voulu m'attacher à une situation que je n'acceptais pas pleinement. Je n'ai jamais écrit des choses que je devrais cacher maintenant. Ni des exaltations du socialisme réel, ni sur la guerre d'Afghanistan à l'époque, ni sur la situation en Pologne; je n'ai jamais prétendu que l'Union Soviétique était le paradis sur terre ...

Dans le communisme, quelles sont les idées que vous voudriez retenir?

Tout d'abord, l'approche marxiste, qui permet de ne pas se laisser tromper par l'apparence, par la parole, les idéologies, mais de voir toujours ce qu'il y a derrière.

Ensuite, l'internationalisme. Les communistes sont concernés par les misères du monde et veulent agir pour les dépasser.

Une certaine forme de l'engagement aussi. En 1940, tous les partis ont disparu au Luxembourg. Le seul à se reconstruire dans la clandestinité a été le parti communiste. Et ce n'était pas sur ordre de l'Union Soviétique, puisque la communication ne fonctionnait plus, mais les militants de l'époque se considéraient des militants de l'humanité. Il n'y avait pas de politiciens dans la résistance, mais des jeunes, des gens révoltés contre les agressions subies et des militants catholiques et communistes. Pendant les années 60, j'ai connu ces communistes qui ont été torturés, des militants à vie. Rien à voir avec ceux qui voulaient devenir des politiciens. Ils étaient restés critiques, se posaient des questions. Je garde beaucoup de nostalgie pour ces hommes, or je n'en garde aucune pour "l'homme nouveau", que je n'ai jamais trouvé en Union Soviétique.

Quand saurons-nous que le temps des cerises est arrivé?

Quand les alternatives deviendront visibles. Le 15 février, j'ai eu l'avant-goût d'un printemps. Je crois à la résistance, et non à l'utopie.

Interview: Paca Rimbau Hernández

Voir aussi l'article page 4 sur le Forum Social